

Les enfants et les jeunes ont besoin d'une décision du Tribunal canadien des droits de la personne

TORONTO, le 1er mars /CNW/ - Le 25 février, la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada a déposé une demande à la Cour fédérale pour exiger du Tribunal des droits de la personne qu'il fixe des dates d'audition afin d'entendre une plainte logée contre le gouvernement fédéral relativement aux droits de la personne. Les plaignants allèguent que le gouvernement fédéral (représenté par le ministre des Affaires indiennes et du Nord) exerce une discrimination raciale à l'encontre des enfants des Premières Nations en fournissant moins de services d'aide sociale à l'enfance dans les réserves. La cause a été déposée en 2007 par l'Assemblée des Premières Nations et la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations.

"En 2009, mon bureau s'est joint à la campagne "Je suis un témoin" et a commencé à suivre la cause devant la Commission des droits de la personne", a déclaré Irwin Elman, intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario. "Après avoir suivi cette cause depuis deux ans, nous convenons que celle-ci est trop importante pour le bien-être des enfants pour la reporter encore."

Il existe 133 collectivités des Premières Nations, dont les membres vivent ou non dans des réserves. Il est attesté qu'un grand nombre de ces collectivités sont touchées par des problèmes de logement, d'extrême pauvreté, d'isolement social et ne disposent pas d'un éventail de services et de soutien réservés aux enfants et aux familles. Dans de nombreuses collectivités des Premières Nations, les services sociaux d'aide à l'enfance sont pratiquement inexistantes.

"De nombreux enfants des Premières Nations vivent des situations très difficiles en Ontario et à l'échelle du pays. Le règlement de la cause en matière des droits de la personne dans un sens ou dans l'autre procurera à notre province et à notre pays un moyen de régler ces situations ou de trouver des stratégies de rechange pour favoriser le changement", a déclaré M. Elman.

Renseignements: Laura Arndt, 416-325-6990 ou 416-325-5669,
laura.arndt@provincialadvocate.on.ca; Jennifer Golden, 416-325-5672 ou 416-325-5669,
jennifer.golden@provincialadvocate.on.ca